

BOUIRA

Camionneurs cherchent parking désespérément

Au moment où dans d'autres wilayas, l'on voit le nombre de plus en plus croissant de camions comme une aubaine et une source inépuisable d'argent, à Bouira, les camionneurs désespèrent de trouver auprès des responsables et à tous les niveaux, une ouïe attentive. C'est le triste quotidien des centaines, voire des milliers de propriétaires de camions au niveau de la wilaya de Bouira.

Récemment, comme pour ajouter du feu à la poudre, un arrêté signé par les autorités de la wilaya interdisant le stationnement au niveau du barrage fixe de la gendarmerie d'Oued Eddous au sud de la ville, un autre au nord au niveau du barrage fixe de la police et un troisième du côté ouest près de la gare routière, interdisant tout passage de camions par ces trois voies qui donnent, il est vrai, sur la ville. Seulement, si l'arrêté était venu pour protéger l'intrusion de ces gros tonnages dans la ville, un problème avait surgi dès le début. Il concernait les camionneurs de la daïra de Haïzer avec ses deux communes, Haïzer et Taghzout.

Dans ces deux communes, ils sont près de 120 personnes à posséder un camion, voire deux, et qui sont sujettes depuis la signature du fameux arrêté par le wali de Bouira, à connaître le calvaire au quotidien, c'est-à-dire au moment de regagner leur maisons. Des gendarmes leur interdisent tout accès en leur exigeant une autorisation signée par la wilaya.

Ces pauvres camionneurs par la voie de leur représentant, se sont bataillés pendant plusieurs mois, avant de recourir à la solution radicale, celle de fermer la route et se faire enfin entendre et arracher un début de solution. Le wali Mouloud Cherifi ayant donné des instructions fermes pour octroyer aux camionneurs de cette daïra l'autorisation exceptionnelle nécessaire, car leur seule route pour regagner leurs communes respectives passe

obligatoirement par les deux barrages d'Oued Eddous et celui de nord au niveau du carrefour de l'hôtel Nassim.

Ce week-end, et afin de constater de visu le degré d'application de cette nouvelle instruction du wali, nous avons accompagné un des propriétaires de camions, natif de Taghzout vers le barrage de la gendarmerie d'Oued Eddous au sud. Sur les lieux, notre camionneur qui n'était pas à bord de son camion mais dans une voiture interrogea le gendarme qui était de service si les camionneurs de Haïzer sont autorisés à passer. Le gendarme lui dira qu'ils essayent de comprendre les camionneurs mais le mieux était d'avoir des autorisations signées par la wilaya. Sinon, la plaque de signalisation qui indiquait l'interdiction d'accès aux camions avec une mention récente «Sauf Haïzer», n'est pas vraiment prise en compte par les gendarmes. Le fait est que présenter la carte d'identité nationale pour prouver que le chauffeur est natif de Haïzer ne voulait rien dire pour les gendarmes. Cela étant, le gendarme dira que dans tous les cas de figure, un camionneur natif de Haïzer finit toujours par être autorisé à passer. Par ailleurs, le problème posé par ces camionneurs ainsi que ceux de daïra de

Bouira qui regroupe, outre le chef-lieu de wilaya, les communes d'Ath Laâziz et Aïn Turck, reste indéniablement celui d'un parking dans lequel, ils pourront stationner leurs camions pendant la nuit, la tête reposée et sans crainte de voir leur fortune disparaître en une seule nuit.

En effet selon notre interlocuteur, à maintes reprises, et en tant que représentant de ces camionneurs, il a évoqué avec les responsables de la wilaya ainsi qu'avec le maire de la commune de Bouira, le problème d'un parking pour camions.

Selon notre interlocuteur, des cas similaires comme à Khemis El Khechna dans la wilaya de Boumerdès, ont été rapportés aux responsables de la wilaya et de la commune. Là-bas, et selon notre interlocuteur, la commune avait réalisé un grand parking pour camions dans lequel des aménagements ont été faits de telle sorte que chaque camionneur possède sa place de stationnement avec son propre numéro et dans chaque place, des aménagements pour faire la vidange ou changer une roue, ont été réalisés.

Outre ces aménagements, une cafétéria ainsi que des sanitaires sont réalisés sur place avec des gardiens et des agents en permanence. Le tout avec une clôture des lieux sur plusieurs hectares. Les camionneurs louent des places et payent au début de chaque mois le montant du loyer mensuel qui dépasse les 10 000 dinars pour chaque camion mais qui arrange tous les camionneurs tant les lieux sont sécurisés et aucune crainte de voir leurs camions volés pendant la nuit. Car, ce que

craignent les camionneurs c'est le vol de leur bien au milieu de la nuit même lorsque ce camion est stationné dans le garage familial mais sans aucune protection à l'arme. Les voleurs pouvant utiliser largement les armes pour dérober un camion de plus d'un milliard de centimes.

Selon notre interlocuteur, l'ancien chef de cabinet de la wilaya avait trouvé l'idée intéressante mais sans aucune suite, alors que le maire de Bouira avait promis aux camionneurs des daïras de Bouira et Haïzer, auxquels pourront s'ajouter même ceux d'El Esnam dans la daïra de Bechloul et ceux d'Oued El Berdi dans la daïra d'El Hachimia, de dégager un terrain du côté d'Ouled Bellil au sud de la commune mais, là aussi, la promesse est restée sans suite. Du moins jusqu'à nos jours. Une promesse qui, si elle venait à se concrétiser, sera synonyme de nouvelles rentrées d'argent pour la commune de Bouira car, selon notre interlocuteur, ce sera pas moins d'un milliard de centimes que l'APC de Bouira engrangera chaque mois et cela sans compter la cafétéria, le magasin de pièces détachées et autres lubrifiants, ainsi que les sanitaires qu'elle aura à céder par adjudications aux tiers sur les lieux.

En somme, un projet créateur de dizaines d'emplois directs et indirects et qui va droit dans le sens des dernières recommandations du gouvernement, qui avait invité les collectivités locales à chercher de nouvelles sources d'argent au lieu d'attendre toujours les aides de l'Etat.

Y. Y.

SOUK AHRAS

Une prise en charge adéquate des nouveau-nés au service de néonatalogie

L'Algérie a fourni beaucoup d'efforts pour réduire le taux de mortalité infantile qui est passé de 169 sur 1 000 naissances en 1962 à 30 décès sur 1 000 naissances en 2008. Dans cette optique, les services de maternité ont été dotés de services de néonatalogie pour permettre une prise en charge adéquate des nouveau-nés et de leurs mères.

Il faut le dire, prendre en charge l'enfant dès sa naissance, c'est lui éviter les stigmates et autres conséquences.

A la lecture de l'enquête que nous avons menée dans le service de néonatalogie au niveau de l'ex-hôpital régional de Souk Ahras concernant les différentes maladies dont souffrent les nouveau-nés dont la naissance est évidemment marquée par le passage de la vie intra-utérine à la vie aérienne, à la lecture des chiffres qui nous ont été communiqués au niveau de ce service : «1 436 nouveaux-nés ont été hospitalisés du 1^{er} janvier jusqu'à ce jour», jeudi dernier lors de notre passage au néonatal, ils étaient 16 bébés hospitalisés, la tâche médicale est assurée par des médecins, des assistantes maternelles, des infirmières, dans ce service où exercent 5 médecins généralistes algériens, 2 médecins spécialistes en néonatalogie des Cubains, 5 puéricultrices, 3 infirmières, 6 aides-soignants et

5 nourrices dépendants de la Direction de l'action sociale. Il faut le dire, tout ce personnel est réquisitionné dans le seul but d'une prise en charge adéquate des nouveaux-nés.

Bien entendu, la néonatalogie est contiguë avec la maternité et s'occupe des nouveau-nés pré-

maturés ou présentant une pathologie particulière. Dans ce contexte, nous avons questionné la doctoresse madame Djebli et docteur Teréza, une Cubaine spécialiste en néonatalogie, sur la prise en charge des nouveau-nés dès la naissance jusqu'au 28^e jour et les différentes souffrances des bébés dès le premier jour de leur naissance.

D^r Djendi nous a expliqué avec moult détails : «ici, c'est un service de soins où le nouveau-né est hospitalisé jusqu'à ce que son état de santé lui permette de retourner auprès de ses parents, notre service est doté de plus de

20 lits et 11 couveuses, au chapitre des atteintes traitées, madame Djebli nous a fait savoir que la quasi-totalité des bébés qui sont hospitalisés ici souffrent de détresse respiratoire, d'autres facteurs associés aux maladies antécédentes de la mère tels le diabète ou l'hypertension artérielle, les macrosomiques, l'AVC et l'ictère physiologique, infections néonatales «CRP», hypotrophie c'est-à-dire un bébé né avec un poids de moins de 2kg 900 et autres nouveaux-nés atteints de pneumonie, méningites».

Barour Yacine

Les pharmacies de garde ferment très tôt pendant les week-ends

L'organisation de l'activité des pharmacies et des officines, dans le but d'améliorer la prestation et la qualité de service en corollaire avec l'application de l'arrêté interministériel mentionnant la stricte obligation de fermeture des pharmacies et officines à partir de 19 h est véritablement vérifiable sur le terrain, au demeurant pour les malades chroniques après 21h pendant les week-ends et devient un vrai casse-tête.

Trouver ou acheter un médicament durant la nuit du jeudi ou vendredi soir relève parfois de l'exploit pour les habitants du chef-lieu de la wilaya de Souk Ahras. En effet, les instructions ministérielles aux yeux des malades ne sont qu'un cautère sur une

jambe de bois. Effectivement, pendant le week-end et les jours fériés après 21h30, aucune pharmacie n'est ouverte, cette situation pénalise les malades, surtout ceux en quête d'un médicament en urgence la nuit. En corollaire, les patients se trouvent devant une nécessité impérieuse d'ajourner leur approvisionnement en médicaments au lendemain, au détriment de leur santé. Devant cette nonchalance de la garde des officines pharmaceutiques, les responsables de la Direction de la santé sont interpellés à prendre sérieusement acte de ce problème car on ne badine pas avec la vie des malades chroniques «diabétiques, hypertendus, asthmatiques».

B. Y.

TÉBESSA

Le sachet de lait se vend à 60 DA

Trouver du lait en sachet en cette période est un exploit pour le citoyen tébessi, qui s'est retrouvé une nouvelle fois confronté à une pénurie de ce produit de première nécessité surtout pour les chefs de famille qui n'arrivent pas à joindre les deux bouts, devant l'irrégularité de l'approvisionnement quotidien.

Le consommateur pointe du doigt les distributeurs et revendeurs de lait qui s'adonnent à des pratiques spéculatives pour s'enrichir sur son dos.

Ainsi, le sachet de lait se vend dans plusieurs endroits de la cité à 60 DA et parfois plus à certaines heures. Des queues interminables se forment devant les crémeries et autres points de vente pour s'approvisionner en lait. En vain. Le produit est toujours indisponible, ce qui attise la colère des chefs de famille.

Les explications données par les revendeurs ne sont pas pour les rassurer, alors que les services censés protéger le consommateur se confinent dans un immobilisme coupable.

Maâlem Hafid